



PRISONS D' EUROPE : ACTUALITÉS JURIDIQUES NATIONALES

NOVEMBRE 2022

*Il peut être difficile pour les praticiens de suivre la jurisprudence nationale, la législation et les développements de l'exécutif sur les questions pénitentiaires. Dans ce tour d'horizon, l'EPLN (**Réseau européen du contentieux pénitentiaire**), et ses membres et partenaires à travers l'Europe visent à informer les avocats nationaux et les organisations de la société civile des développements juridiques les plus importants sur les questions pénitentiaires. Nous espérons que cela vous permettra de mieux identifier les tendances européennes et de les utiliser dans votre pratique juridique. Ce tour d'horizon couvre **14 États membres de l'Union européenne ainsi que la Russie, la Moldavie, l'Ukraine et la Géorgie.***

Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires sur la manière de rendre cette lettre d'information plus utile pour vous.

APERÇU DE L'ACTUALITÉ JURIDIQUE DES PRISONS

CONSEIL DE L'EUROPE ■ Le Parlement **russe** a adopté une loi permettant aux autorités russes de ne pas exécuter les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme devenus définitifs après le 15 mars 2022.

RÉPARATIONS COMPENSATOIRES ■ En **Belgique**, un cas inhabituel dans lequel un détenu illégalement entendu en l'absence de son avocat a reçu une tarte aux fraises en guise de compensation, [illustre les déficiences du recours compensatoire existant pour les détenus dans le pays](#). En **Bulgarie**, un tribunal a calculé l'indemnisation du préjudice moral causé à un détenu qui avait été incarcéré dans des conditions " inhumaines et dégradantes " (surpopulation, hygiène insuffisante, éclairage inadéquat, soins médicaux insuffisants...), [fondée sur le montant de l'aide sociale accordée aux personnes sans ressources](#).

COVID-19 ■ En **Géorgie**, un système de réduction de peine a été mis en place pour compenser les restrictions imposées aux détenus en prison pendant la pandémie de la COVID-

19. En **Hongrie**, les visites des pénitenciers ont été rétablies mais ne peuvent avoir lieu qu'avec une séparation physique complète. Au **Portugal**, un tribunal [a jugé que les mesures temporaires mises en place dans le cadre de la pandémie de COVID-19 ne s'appliquaient qu'aux peines de prison](#) et non aux peines de détention à domicile.

CONDITIONS DE DÉTENTION ■ En **Hongrie**, un tribunal a conclu à l'absence de violation des droits fondamentaux dans le cas d'un détenu qui avait été transporté 32 fois d'une prison à l'autre dans de mauvaises conditions (absence de toilettes, menottage, absence de ceinture de sécurité). Toujours en **Hongrie**, un tribunal a jugé que le fait de forcer un prisonnier non-fumeur à attendre dans la cour avec des prisonniers fumeurs, faute d'un nombre suffisant de gardiens de prison, constituait une violation de son droit à la vie et à la santé. Le ministère **russe** de la justice a adopté une [nouvelle réglementation qui améliore les normes en matière de conditions de détention](#). En **Grèce**, une nouvelle législation modifie les conditions de transfert des détenus dans des "prisons agricoles" (camps pénitentiaires) à faible niveau de sécurité, en simplifiant les conditions de transfert et en augmentant le nombre d'infractions qui constituent un motif d'exclusion de cette mesure. En **Belgique**, le directeur général de l'administration pénitentiaire a annoncé la fermeture de l'un des deux "établissements de transition" (petites prisons) existant dans le pays, suite au retrait de la société privée qui devait l'exploiter. Toujours en **Belgique**, le ministre de la Justice a annoncé l'ouverture prochaine de maisons de détention pour l'exécution de courtes peines de réclusion.

ÉDUCATION ■ En **Géorgie**, un nouveau mémorandum entre le ministère de la Justice et le ministère de l'Éducation permet aux détenus d'étudier à l'université à l'aide d'une plateforme en ligne. Le ministère de la Justice du **Portugal** a récemment déclaré qu'il prévoyait de [dispenser des formations et des cours à 35 % de la population carcérale d'ici fin 2022](#).

ALIMENTATION ■ Un tribunal **autrichien** [précise les règles d'alimentation des détenus](#). En **Ukraine**, une [loi sur la procédure à suivre en cas d'alimentation forcée](#) a été récemment adoptée.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ■ La Cour constitutionnelle fédérale **allemande** a jugé que l'administration pénitentiaire avait violé la liberté d'expression d'un détenu en refusant la demande d'interview d'un journaliste.

SANTÉ ■ En **Bulgarie**, dans deux affaires distinctes, les tribunaux nationaux ont accordé une indemnisation à [un détenu qui avait contracté la tuberculose en prison](#) ainsi qu'à [un détenu qui n'avait pas reçu d'insuline de façon régulière et qui n'avait pas été envoyé en consultation de suivi](#) dans des établissements médicaux externes. La Cour constitutionnelle **russe** a jugé que les détenus provisoires ont le droit de faire immédiatement appel des rejets de demandes d'expertise médicale visant à établir si leur état de santé est compatible avec leur détention provisoire. Toujours en **Russie**, la Cour suprême a rejeté la demande d'un établissement médical pénitentiaire de cesser l'exécution d'un jugement l'obligeant à fournir une prothèse dentaire à un détenu après le transfert de ce dernier dans une autre région. Le directeur général des prisons de **Belgique** a annoncé la distribution de serviettes hygiéniques gratuites à toutes les femmes détenues. Une prison au **Portugal** a tenu sa [première téléconsultation avec une unité hospitalière](#). En **Espagne**, pour la première fois, [les tribunaux se sont prononcés sur une affaire d'euthanasie en prison](#).

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ■ En **Espagne**, le gouvernement a adopté un décret royal établissant un cadre réglementaire pour l'utilisation des technologies de l'information en prison.

PROTECTION ET REPRÉSENTATION JURIDIQUES ■ Un tribunal **bulgare** [a rejeté un appel du Bureau national d'aide juridique, qui n'était pas d'accord avec l'attribution d'honoraires à un](#)

[avocat ayant représenté un détenu](#). En **Ukraine**, des modifications législatives ont permis aux représentants des détenus devant la Cour pénale internationale de rendre visite aux détenus et de leur fournir des conseils juridiques. La Cour suprême de **Russie** a étendu la possibilité pour les prisonniers en détention provisoire de mandater un avocat par procuration. En **Allemagne**, la Cour constitutionnelle fédérale a jugé que le droit constitutionnel d'un détenu à un recours effectif avait été violé en raison de l'absence de traitement rapide de sa demande par un tribunal.

LGBTIQ ■ La Direction générale **portugaise** de la réinsertion et des services pénitentiaires a adopté de [nouvelles règles visant à préserver les droits des personnes transgenres en prison](#).

RÉCLUSION A PERPÉTUITÉ ■ En **Pologne**, entre autres modifications proposées, le ministère de la justice souhaite introduire la prison à vie sans libération conditionnelle pour un certain nombre de crimes.

SURVEILLANCE ■ Le statut du mécanisme national de prévention a été [rétrogradé par ses pairs en raison de son manque d'indépendance](#). En **Belgique**, l'administration pénitentiaire a publié une note interne demandant aux directeurs de prison de signaler systématiquement les incidents graves aux commissions de surveillance. En **France**, le bâtonnier de Toulouse a visité une prison locale et a évalué la mise en œuvre par le gouvernement d'une ordonnance provisoire rendue par un tribunal il y a quelques mois.

DÉTENTION PRÉVENTIVE ■ Le gouvernement **polonais** a annoncé une série d'amendements à la loi sur les centres de détention préventive, où les personnes atteintes de troubles mentaux jugées dangereuses sont détenues après avoir purgé une peine de prison.

DROIT PÉNITENTIAIRE ■ En **France**, une loi du 1er janvier 2004, le [Code pénitentiaire, contenant toutes les dispositions légales relatives aux prisons](#), est entrée en vigueur.

PERSONNELS PÉNITENTIAIRES ■ Les agents pénitentiaires d'une prison **autrichienne** ont envoyé une lettre officielle au directeur de la prison, affirmant avoir "perdu le contrôle" de l'établissement et mentionnant de nombreux et graves problèmes de gestion.

STATISTIQUES PÉNITENTIAIRES ■ Le gouvernement **lituanien** [a approuvé la construction d'une nouvelle prison](#), la première depuis la restauration de l'indépendance du pays, avec pour objectif d'augmenter l'espace personnel par détenu. Le ministre **portugais** de la Justice [a annoncé la création d'espace carcéral supplémentaire pour 600 nouveaux prisonniers](#). En **Hongrie**, selon les nouvelles statistiques divulguées par le gouvernement, le nombre de détenus provisoires a augmenté de 25% entre 2020 et 2021. Les données fournies par le gouvernement **moldave** montrent que [plus de la moitié des prisons restent surpeuplées](#). Toujours en **Moldavie**, un arrêté du ministère de la Justice a augmenté [la capacité officielle des établissements pénitentiaires, ce qui a entraîné une diminution de l'espace personnel par détenu](#). Enfin, en **Moldavie**, selon des statistiques récentes, [les autorités ont fait un usage limité de la loi d'amnistie adoptée en 2021](#) pour diminuer la surpopulation carcérale.

PRISONS DE GUERRE ■ Selon plusieurs médias et ONG, l'unité militaire privée **russe** Wagner a [recruté activement des condamnés dans de nombreuses colonies pénitentiaires russes pour participer à ses opérations militaires en Ukraine](#). En **Ukraine**, [une nouvelle loi régleme la libération des condamnés et des prisonniers de guerre pour de futurs échanges](#).

VIE PRIVÉE ET FAMILIALE ■ La Cour suprême de **Russie** a étendu la liste des institutions avec lesquelles un détenu peut correspondre en toute confidentialité. La Cour suprême de **Hongrie** a jugé que le placement d'un détenu à plus de 200 km de ses proches ne violait pas ses droits. Une série d'amendements au code **lituanien** sur l'exécution des peines augmente

le nombre de visites et d'appels téléphoniques auxquels les détenus ont droit (la réforme apporte également des changements importants dans les domaines du travail, des régimes de détention et de la surveillance électronique). Un tribunal **autrichien** a rejeté la requête d'un détenu qui demandait l'autorisation d'acheter un ordinateur portable avec l'argent qu'il avait gagné en prison et a considéré que l'objectif déclaré de cet achat ("éducation") était "non spécifique". En **Allemagne**, la Cour constitutionnelle fédérale a jugé qu'en soumettant un détenu à des contrôles d'urine aléatoires et supervisés, qui avaient lieu en présence du personnel pénitentiaire, l'administration pénitentiaire avait violé le droit à la vie privée du détenu. La Cour constitutionnelle **polonaise** a statué qu'une loi refusant à un membre de la famille d'un détenu le droit de déposer une plainte contre le refus du procureur d'autoriser le détenu à contacter le membre de sa famille par téléphone, était conforme à la constitution. Dans une [demande de décision préliminaire adressée à la CJUE](#), la Cour suprême **italienne** a demandé si la remise aux autorités d'une mère qui vit avec des enfants mineurs est compatible avec le droit européen des droits de l'homme.

RELIGION ■ Le parlement **autrichien** a adopté une [résolution augmentant les fonds pour l'aumônerie et les services religieux dans les prisons](#).

SÉCURITÉ ■ En Rhénanie du Nord-Westphalie, en **Allemagne**, la nouvelle loi sur les prisons renforce l'objectif de sécurité du système pénitentiaire (et permet de déroger davantage au principe de cellule individuelle). En **Espagne**, une nouvelle instruction adoptée par le Secrétariat général de l'administration pénitentiaire [énumère les nouvelles zones des prisons où des caméras de vidéosurveillance devront être installées et précise les conditions d'accès aux enregistrements](#).

AJUSTEMENTS DE PEINE ■ En **Belgique**, une réforme donnant compétence pour décider de l'aménagement des peines aux tribunaux d'application des peines pour toutes les catégories de détenus, est entrée en vigueur. Toujours en **Belgique**, une nouvelle [loi autorise la libération anticipée des prisonniers six mois avant la fin de leur peine](#). L'Audiencia Nacional **espagnole** a jugé que lorsqu'elle envisageait d'accorder un congé pénitentiaire temporaire aux détenus condamnés pour des infractions terroristes, [les indicateurs positifs de bon comportement et de réinsertion prévalent sur l'obligation d'implorer explicitement le pardon auprès des victimes](#). En **Italie**, un tribunal a jugé qu'un fonctionnaire condamné pour corruption aggravée, dont la collaboration avec la justice avait été reconnue par le juge comme une circonstance atténuante du délit, peut demander à accéder à des formes de sanction autres que l'incarcération immédiatement après le procès sans devoir être soumis à l'examen de la magistratura di sorveglianza (justice de surveillance). En **République tchèque**, la Cour constitutionnelle a rappelé qu'aucune catégorie de détenus ne doit être exclue de la possibilité d'une libération conditionnelle et a précisé les critères sur lesquels les tribunaux ordinaires doivent se fonder lorsqu'ils envisagent d'accorder une deuxième libération conditionnelle pour la même peine de prison.

TORTURE ■ En **Russie**, une nouvelle loi reformulant la définition de la torture dans le droit pénal russe est entrée en vigueur.

TRANSFERT ■ Un tribunal bulgare a jugé que [la décision de l'administration pénitentiaire de transférer un détenu en raison de son comportement était arbitraire et illégale](#). La Cour suprême polonaise a jugé qu'[un ressortissant polonais condamné et possédant une double nationalité peut être transféré dans un autre État pour y purger une peine de prison](#).

TRAVAIL ■ Un tribunal **autrichien** a jugé qu'un détenu qui n'a pas pu travailler à la suite d'une sanction disciplinaire n'est pas en droit de recevoir d'indemnisation. En **France**, les détenus

travaillant en prison sont désormais recrutés par le biais d'un " contrat de travail pénitentiaire ". En **Bulgarie**, la Cour administrative suprême a jugé que [la décision d'un directeur de prison de suspendre un détenu de son travail doit être soumise à un contrôle judiciaire.](#)

LIRE LE NUMÉRO COMPLET SUR NOTRE SITE WEB >>

Nous remercions tout particulièrement nos [membres et partenaires associés](#) pour la rédaction conjointe de cette lettre d'information !

**EUROPEAN
PRISON
LITIGATION
NETWORK**

www.prisonlitigation.org

21ter rue Voltaire

75011 Paris

France

contact@prisonlitigation.org

Ce bulletin est financé par l'Union européenne, l'ONUSIDA et le Fonds Robert Carr. Les points de vue et opinions exprimés n'engagent toutefois que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne, de la Commission européenne, de l'ONUSIDA ou du Fonds Robert Carr. Ni l'Union européenne, ni la Commission européenne, ni l'ONUSIDA, ni le Fonds Robert Carr ne peuvent en être tenus pour responsables.

**ROBERT
CARR
FUND** For civil
society
networks

